

**Rôle de la séance publique du 27/01/2026 à 09h30**

**Président** : Monsieur DURUP DE BALEINE  
**Assesseurs** : Monsieur BARLERIN et Madame PETON  
**Greffier** : Monsieur BETTI

**RAPPORTEURE PUBLIQUE : Mme BOURGUET****01) N° 2300477 RAPPORTEUR : M. BARLERIN**

Demandeur	COMMUNE DE HAGONDANGE	SCP BECKER SZTUREMSKI VAUTHIER KLEIN-DESSERRE
Défendeur	M. X	Me MARCELLESI

La COMMUNE D'HAGONDANGE demande à la cour l'annulation du jugement n° 2105114 en date du 15 décembre 2022 par lequel le tribunal administratif de Strasbourg a annulé le "compte rendu d'entretien professionnel intermédiaire suite à sanction disciplinaire" dont a bénéficié M. X au titre de l'année 2020 ainsi que la décision implicite de rejet de demande de révision de ce compte rendu.

**02) N° 2401459 RAPPORTEURE : Mme PETON**

Demandeur	COLLECTIVITÉ EUROPÉENNE D'ALSACE	SCP LONQUEUE - SAGALOVITSCH - EGLIE-RICHTERS & Associés
Défendeur	SYNDICAT FO COLLE. EUROP. ALSACE	SELARL GRIMALDI-MOLINA ET ASSOCIES

La COLLECTIVITE EUROPEENNE D'ALSACE demande à la cour l'annulation du jugement n° 2200989 du tribunal administratif de Strasbourg du 9 avril 2024 qui, à la demande du Syndicat Force ouvrière de la Collectivité européenne d'Alsace, a prononcé l'annulation de sa décision du 16 décembre 2021 et lui a enjoint, dans le délai d'un mois à compter de la notification du jugement, de prévoir dans le règlement spécifique à l'organisation du temps de travail des agents d'exploitation des routes, l'impossibilité pour ces agents de dépasser 10 heures de travail quotidien lorsque la journée inclut une intervention aléatoire.

---

**RAPPORTEURE PUBLIQUE : Mme BOURGUET**

---

**03) N° 2301311                      RAPPORTEUR : M. BARLERIN**

---

Demandeur	M. X	SOCIÉTÉ D'AVOCATS MAUMONT MOUMNI
Défendeur	MINISTÈRE DES ARMÉES	

M. X demande à la cour d'annuler le jugement n° 2005781 du 16 mars 2023 du tribunal administratif de Strasbourg qui rejette sa demande tendant à l'annulation de la décision du 18 juin 2020 par laquelle la ministère des armées lui a infligé la sanction disciplinaire de quarante jours d'arrêt.

---

**04) N° 2301449                      RAPPORTEUR : M. BARLERIN**

---

Demandeur	M. X	COSSALTER, DE ZOLT & COURONNE
Défendeur	REGION GRAND EST Me BATOT	

Monsieur X demande à la cour la réformation du jugement n° 2104156, 2200990 du 7 mars 2023 par lequel le tribunal administratif de Strasbourg n'a que partiellement fait droit à sa demande tendant d'une part à annuler l'arrêté du président de la Région Grand Est du 29 mars 2021 portant exclusion temporaire de fonctions pour une durée de dix mois et d'autre part, à condamner la Région Grand-Est à lui verser la somme de 48 579,60 euros en réparation des préjudices qu'il estime avoir subis à la suite de la sanction disciplinaire d'exclusion temporaire prise à son encontre le 29 mars 2021, assortie des intérêts au taux légal à compter du 3 décembre 2021 et à ordonner la capitalisation des intérêts.

---

**05) N° 2301494                      RAPPORTEUR : M. BARLERIN**

---

Demandeur	M. X	Me MAZZA
Défendeur	UNIVERSITE DE LORRAINE AARPI GARTNER	

M. X demande à la cour l'annulation du jugement n° 2002059 par lequel le tribunal administratif a rejeté sa requête tendant d'une part, à annuler la décision du 25 mars 2020 par laquelle le président de l'université de Lorraine lui a refusé le bénéfice de la protection fonctionnelle et d'autre part, de condamner l'université de Lorraine à l'indemniser au titre des préjudices qu'il estime avoir subis du fait du harcèlement moral commis par les services de l'université de Lorraine.

---

**06) N° 2302497                      RAPPORTEURE : Mme PETON**

---

Demandeur	COMMUNE DE SAINT-BRICE-COURCELLES	DEVARENNE ASSOCIES GRAND EST
Défendeur	M. X	LE CAB AVOCATS

La commune de Saint-Brice-Courcelles demande à la cour d'annuler le jugement n° 2201638 du 23 mai 2023 du tribunal administratif de Châlons-en-Champagne qui annule les arrêtés du 10 juin 2022 par lesquels la maire a, d'une part, mis fin aux fonctions de directeur général des services de la commune de M. X à compter du 10 juin 2022 et, d'autre part, a minoré le montant de l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise de ce dernier à compter du 1er août 2022.

---

**RAPPORTEURE PUBLIQUE : Mme BOURGUET**

---

**07) N° 2303309                      RAPPORTEURE : Mme PETON**

---

Demandeur	Mme X	Me WOLDANSKI
Défendeur	COMMUNE DE MONTBELIARD CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE MONTBELIARD	DSC AVOCATS TA

Mme X demande à la cour l'annulation du jugement n°2100072 du 13 juin 2023 par lequel le tribunal administratif de Besançon a rejeté sa requête tendant d'une part, annuler la décision du maire de la commune de Montbéliard du 3 juillet 2020 rejetant sa réclamation préalable et d'autre part, de condamner la commune de Montbéliard et le centre communal d'action sociale (CCAS) de Montbéliard à lui verser la somme de 30 000 euros en réparation des préjudices moral et matériel subis.

---

**08) N° 2301175                      RAPPORTEUR : M. BARLERIN**

---

Demandeur	M. X	Me ARAB
Défendeur	MINISTERE DE L'INTERIEUR	

M. X demande à la cour d'annuler le jugement n°2104782 du 16 mars 2023 du tribunal administratif de Strasbourg qui rejette sa demande tendant à la condamnation de l'Etat à l'indemniser des préjudices qu'il estime avoir subis en raison de faits constitutifs de harcèlement dans l'exercice de ses fonctions depuis 2016.

---

**09) N° 2303762                      RAPPORTEURE : Mme PETON**

---

Demandeur	M. X	Me LEVY
Défendeur	METZ METROPOLE	SELAS OLSZAK LEVY

Monsieur X demande à la cour l'annulation du jugement n° 2201042 du tribunal administratif de Strasbourg du 15 novembre 2023 qui a rejeté sa demande tendant, d'une part, à annuler la décision du 15 décembre 2021 par laquelle le président de Metz Métropole lui a refusé l'octroi de la modulation de l'indemnité spécifique de service (ISS) selon la manière de servir pour la période du 1er janvier 2017 au 8 mars 2021, et d'autre part, à ce qu'il soit enjoint au président de Metz Métropole de procéder au réexamen de sa situation du 1er janvier 2017 au 8 mars 2021 en fixant le coefficient individuel de son régime indemnitaire dans un délai de deux mois à compter de la notification du jugement et de lui verser les primes, avec les intérêts au taux légal, dans un délai d'un mois.

---

**10) N° 2303623                      RAPPORTEURE : Mme PETON**

---

Demandeur	M. X	Me LEVY
Défendeur	VILLE DE METZ	SELAS OLSZAK LEVY

Monsieur X demande à la cour l'annulation du jugement n° 2105695 du tribunal administratif de Strasbourg du 17 octobre 2023 qui a rejeté sa demande tendant à annuler la décision du 30 avril 2021 par laquelle la commune de Metz a refusé de revaloriser son régime indemnitaire suite à son changement de cadre d'emplois et avancement de grade, ensemble la décision implicite de rejet de son recours gracieux formé le 11 mai 2021.

**RAPPORTEURE PUBLIQUE : Mme BOURGUET**

---

**11) N° 2303624**

**RAPPORTEURE : Mme PETON**

---

Demandeur M. X

Me LEVY

Défendeur VILLE DE METZ

SELAS OLSZAK LEVY

Monsieur X demande à la cour l'annulation du jugement n° 2105679 du tribunal administratif de Strasbourg du 17 octobre 2023 qui a rejeté sa demande tendant à annuler la décision du 30 avril 2021 par laquelle la commune de Metz a refusé de revaloriser son régime indemnitaire suite à son avancement de grade, ensemble la décision implicite de rejet de son recours gracieux formé le 17 mai 2021.

**Rôle de la séance publique du 27/01/2026 à 10h30**

**Président** : Monsieur DURUP DE BALEINE  
**Assesseurs** : Monsieur BARLERIN et Madame PETON  
**Greffier** : Monsieur BETTI

**RAPPORTEURE PUBLIQUE : Mme BOURGUET**

---

**01) N° 2302934 RAPPORTEUR : M. DURUP DE BALEINE**

---

Demandeur	SCCV PRUNE	SELARL SOLER-COUTEAUX ET ASSOCIES
Défendeur	COMMUNE DE COLMAR	D4 AVOCATS ASSOCIÉS

La SCCV Prune demande à la cour d'annuler le jugement n° 2207485 du 20 juillet 2023 du tribunal administratif de Strasbourg qui rejette sa demande tendant à l'annulation de l'arrêté du 21 juin 2022 par lequel le maire de Colmar a refusé de lui délivrer un permis de construire en vue de la démolition de cinq constructions existantes et de la construction d'un ensemble immobilier.

---

**02) N° 2500665 RAPPORTEUR : M. DURUP DE BALEINE**

---

Demandeur	SC SAINT-LOUIS	IRYCE
Défendeur	DIRECTION DE CONTROLE FISCAL EST	

Réexamen, consécutif à la décision n° 474824 du 12 mars 2025 du conseil d'Etat qui annule l'arrêt n° 21NC00529 du 6 avril 2023 de la cour de céans, de la requête de la SC SAINT-LOUIS qui demande à la cour d'annuler le jugement n° 1801504 du 23 décembre 2020 du tribunal administratif de Nancy qui a rejeté sa demande tendant à prononcer la décharge des cotisations supplémentaires d'impôts sur les sociétés qui lui ont été notifiées au titre des exercices clos en 2013 et 2014, ainsi que des pénalités correspondantes.

**Rôle de la séance publique du 27/01/2026 à 11h30**

**Président** : Monsieur DURUP DE BALEINE  
**Assesseurs** : Monsieur BARLERIN et Madame PETON  
**Greffier** : Monsieur BETTI

**RAPPORTEURE PUBLIQUE : Mme BOURGUET**

---

**01) N° 2500987 RAPPORTEUR : M. DURUP DE BALEINE**

---

Demandeur	M. X	Me HAGEGE
Défendeur	PREFECTURE DE LA HAUTE-MARNE	

M. X demande à la cour d'annuler le jugement n°2500961 du 11 avril 2025 du magistrat désigné par la présidente du tribunal administratif de Châlons-en-Champagne qui a rejeté sa demande tendant à l'annulation de l'arrêté du 20 mars 2025 par lequel la préfète de la Haute-Marne a prolongé son interdiction de retour sur le territoire français d'une durée supplémentaire de deux ans.

---

**02) N° 2500548 RAPPORTEUR : M. BARLERIN**

---

Demandeur	M. X	Me COLIN-ELPHEGE
Défendeur	PREFECTURE DU DOUBS	

M. X demande à la cour d'annuler le jugement n° 2401804 du 3 décembre 2024 du tribunal administratif de Besançon qui a rejeté sa demande tendant à l'annulation de l'arrêté du 5 août 2024 par lequel le préfet du Doubs l'a obligé à quitter le territoire français dans un délai de trente jours, a fixé le pays à destination duquel il pourra être éloigné et a prononcé à son encontre une interdiction de retour sur le territoire français d'une durée d'un an.

---

**03) N° 2500549 RAPPORTEUR : M. BARLERIN**

---

Demandeur	Mme X	Me COLIN-ELPHEGE
Défendeur	PREFECTURE DU DOUBS	

Mme X demande à la cour d'annuler le jugement n° 2401805 du 3 décembre 2024 du tribunal administratif de Besançon qui a rejeté sa demande tendant à l'annulation de l'arrêté du 5 août 2024 par lequel le préfet du Doubs l'a obligée à quitter le territoire français dans un délai de trente jours, a fixé le pays à destination duquel elle pourra être éloignée et a prononcé à son encontre une interdiction de retour sur le territoire français d'une durée d'un an.

---

**RAPPORTEURE PUBLIQUE : Mme BOURGUET**

---

**04) N° 2402969                      RAPPORTEURE : Mme PETON**

---

Demandeur	M. X	Me AIRIAU
Défendeur	PREFECTURE DE LA MOSELLE	

M. X demande à la cour d'annuler le jugement n°2408254 du 7 novembre 2024 du magistrat désigné par le président du tribunal administratif de Strasbourg qui rejette sa demande tendant à l'annulation de l'arrêté du 23 octobre 2024 par lequel le préfet de la Moselle a fixé le pays de destination de sa reconduite à la frontière.

---

**05) N° 2500148                      RAPPORTEURE : Mme PETON**

---

Demandeur	M. X	Me AIRIAU
	Mme Y	Me AIRIAU
Défendeur	PREFECTURE DE LA REGION GRAND EST	

M. X et Mme Y demandent à la cour d'annuler le jugement n°2406517-2406518 du 17 décembre 2024 du tribunal administratif de Strasbourg qui rejette leur demande tendant à l'annulation des décisions du 5 août 2024 par lesquelles la préfète du Bas-Rhin leur a fait obligation de quitter le territoire français, a fixé le pays de destination et a prononcé à leur encontre une interdiction de retour sur ledit territoire d'une durée d'un an.

---

**06) N° 2500935                      RAPPORTEUR : M. DURUP DE BALEINE**

---

Demandeur	M. X	Me BOHNER
Défendeur	PREFECTURE DE LA REGION GRAND EST	

M. X demande à la cour d'annuler le jugement n° 2406528 du 6 février 2025 du tribunal administratif de Strasbourg qui a rejeté sa demande tendant à annuler l'arrêté du 3 mars 2024 par lequel la préfète du Bas-Rhin a refusé de lui délivrer un titre de séjour, l'a obligé à quitter le territoire français dans un délai de trente jours et a fixé le pays de destination.

---

**07) N° 2500936                      RAPPORTEUR : M. DURUP DE BALEINE**

---

Demandeur	Mme X	Me BOHNER
Défendeur	PREFECTURE DE LA REGION GRAND EST	

Mme X demande à la cour d'annuler le jugement n° 2406530 du 6 février 2025 du tribunal administratif de Strasbourg qui a rejeté sa demande tendant à annuler l'arrêté du 3 mars 2024 par lequel la préfète du Bas-Rhin a refusé de lui délivrer un titre de séjour, l'a obligée à quitter le territoire français dans un délai de trente jours et a fixé le pays de destination.

---

**08) N° 2500233                      RAPPORTEUR : M. DURUP DE BALEINE**

---

Demandeur	PREFECTURE DE LA REGION GRAND EST	
Défendeur	Mme X	Me CHEBBALE

Le PREFET DU BAS-RHIN demande à la cour d'annuler le jugement n° 2200231 du 22 janvier 2025 du tribunal administratif de Strasbourg qui annule sa décision du 5 juillet 2019 par laquelle il a refusé de délivrer un titre de séjour à Mme X.

---

**RAPPORTEURE PUBLIQUE : Mme BOURGUET**

---

**09) N° 2501041**

**RAPPORTEUR : M. DURUP DE BALEINE**

Demandeur M. X

Me BERRY

Défendeur PREFECTURE DE LA REGION GRAND EST

M. X demande à la cour d'annuler le jugement n° 2408203 du 6 février 2025 par lequel le tribunal administratif de Strasbourg a rejeté sa demande tendant à l'annulation de l'arrêté du 6 mai 2024 par lequel la préfète du Bas-Rhin a refusé de lui délivrer un titre de séjour, l'a obligé à quitter le territoire français dans un délai de trente jours et a fixé le pays à destination duquel il est susceptible d'être reconduit d'office.

---

**10) N° 2500622**

**RAPPORTEUR : M. BARLERIN**

Demandeur M. X

Me CARRAUD

Défendeur PREFECTURE DE LA REGION GRAND EST

M. X demande à la cour d'annuler le jugement n°2408896 du 18 décembre 2024 du magistrat désigné par le président du tribunal administratif de Strasbourg qui a rejeté sa demande tendant à l'annulation des arrêtés du 19 novembre 2024 par lesquels le préfet du Bas-Rhin d'une part, l'a obligé à quitter le territoire français sans délai de départ volontaire, a fixé le pays de destination et a prononcé à son encontre une interdiction de retour sur le territoire français d'une durée d'un an et d'autre part, l'a assigné à résidence pour une durée de quarante-cinq jours.

---

**11) N° 2500563**

**RAPPORTEUR : M. BARLERIN**

Demandeur M. X

Me CISSE

Défendeur PREFECTURE DE LA MOSELLE

M. X demande à la cour d'annuler le jugement n° 2405885 du 12 décembre 2024 du tribunal administratif de Strasbourg qui a rejeté sa demande tendant à l'annulation de l'arrêté du 20 juin 2024 par lequel le préfet de la Moselle a refusé de renouveler son titre de séjour, l'a obligé à quitter le territoire français dans un délai de trente jours et a fixé le pays de destination.

---

**12) N° 2500302**

**RAPPORTEUR : M. BARLERIN**

Demandeur M. X

Me OLSZAKOWSKI

Défendeur PREFECTURE DE LA MOSELLE

M. X demande à la cour d'annuler le jugement n°2402174 du 3 octobre 2024 du tribunal administratif de Strasbourg qui a rejeté sa demande tendant à l'annulation de la décision du 5 janvier 2024 par laquelle le préfet de la Moselle a refusé de lui délivrer un titre de séjour, lui a fait obligation de quitter le territoire français dans un délai de trente jours, a fixé le pays de destination et a prononcé à son encontre une interdiction de retour sur le territoire français d'une durée d'un an.



**RAPPORTEURE PUBLIQUE : Mme BOURGUET**

---

**13) N° 2402998                      RAPPORTEURE : Mme PETON**

---

Demandeur	Mme X	Me JEANNOT
Défendeur	PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	
Autres parties	OFFICE FRANÇAIS DE L'IMMIGRATION ET DE L'INTEGRATION	

Mme X demande à la cour d'annuler le jugement n° 2402028 du 22 octobre 2024 du tribunal administratif de Nancy qui a rejeté sa demande tendant à l'annulation de l'arrêté du 28 mai 2024 par lequel la préfète de Meurthe-et-Moselle a refusé de lui délivrer un titre de séjour, l'a obligée à quitter le territoire français dans un délai de trente jours et a fixé le pays de destination.

---

**14) N° 2500241                      RAPPORTEURE : Mme PETON**

---

Demandeur	M. X	Me JEANNOT
Défendeur	PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	

M. X demande à la cour d'annuler le jugement n° 2402029 du 22 octobre 2024 du tribunal administratif de Nancy qui rejette sa demande tendant à annuler l'arrêté du 28 mai 2024 par lequel la préfète de Meurthe-et-Moselle a refusé de lui délivrer un titre de séjour, l'a obligé à quitter le territoire français dans un délai de trente jours et a fixé le pays à destination duquel il est susceptible d'être reconduit d'office.

---

**15) N° 2500550                      RAPPORTEUR : M. BARLERIN**

---

Demandeur	M. X	Me BACH-WASSERMANN
Défendeur	PREFECTURE DU DOUBS	

M. X demande à la cour d'annuler le jugement n° 2401793 du 5 décembre 2024 du tribunal administratif de Besançon qui a rejeté sa demande tendant à l'annulation de l'arrêté du 19 juillet 2024 par lequel le préfet du Doubs a refusé de lui délivrer un titre de séjour, l'a obligé à quitter le territoire français dans un délai de trente jours et a fixé le pays à destination duquel il pourrait être éloigné d'office à l'expiration de ce délai de départ volontaire.

---

**16) N° 2402942                      RAPPORTEURE : Mme PETON**

---

Demandeur	PREFECTURE DE LA REGION GRAND EST	
Défendeur	M. X	

Le PREFET DU BAS-RHIN demande à la cour d'annuler le jugement n° 2408797 du 29 novembre 2024 par lequel la magistrate désignée par le président du tribunal administratif de Strasbourg a annulé son arrêté du 19 novembre 2024 par lequel il a obligé M. X à quitter le territoire français sans délai, a fixé le pays de renvoi et lui a interdit le retour sur le territoire pendant deux ans.

---

**17) N° 2402943                      RAPPORTEURE : Mme PETON**

---

Demandeur	PREFECTURE DE LA REGION GRAND EST	
Défendeur	M. X	

Le PREFET DU BAS-RHIN demande à la cour de prononcer le sursis à exécution du jugement n° 2408797 du 29 novembre 2024 par lequel la magistrate désignée par le président du tribunal administratif de Strasbourg a annulé son arrêté du 19 novembre 2024 par lequel il a obligé M. X à quitter le territoire français sans délai, a fixé le pays de renvoi et lui a interdit le retour sur le territoire pendant deux ans.